

## Le mouvement LGBTI veut se réinventer

**À** partir d'aujourd'hui et jusqu'à dimanche, la FabricA accueille à Avignon les premiers États généraux LGBTI (Lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexes) organisés en France. Entre questions, espoirs, besoins, les communautés (?) ou les mouvements (?) vont se retrouver pour échanger autour de thématiques et des défis à relever dans une société marquée par les discriminations. Un peu plus d'un an après le manifeste, LGBT signé par 85 associations (et plusieurs centaines de personnes à titre individuel, Ndlr), plus de la moitié d'entre elles, soit environ 200 personnes, seront représentées à Avignon lors de ces états généraux pour définir ce qu'est le mouvement LGBTI aujourd'hui, fédérer ses militants, lui donner un second souffle, et peut-être, le réinventer.

Pour organiser ces rencontres, des appels à contributions ont été lancés auprès des signataires pour construire le programme. Un cadre de travail avec une charte et des objectifs à atteindre ont été posés. Rencontre avec plusieurs militants investis dans ces états généraux : Christophe Roumestan, représentant local du Refuge, délégué régional adjoint Paca de l'association ; Karine Guez, présidente de l'association carpen-

trassienne Osed et Christine Nicolas, co-porteuse des états généraux LGBTI et Karine Guez, présidente de l'association Osed, trois militants étroitement associés à l'événement qui se déroule jusqu'à dimanche à la FabricA à Avignon.

/PHOTO ANGE ESPOSITO



se des états-généraux et à l'origine avec Erwann Le Hô du manifeste LGBT de 2014.

■ **Pourquoi ces états généraux et qu'est-ce que vous en attendez ?**

**Karine Guez :** Christine Nicolas et Erwann Le Hô ont travaillé sur un manifeste au moment des Manifs pour tous et au moment où les LGBTI ont beaucoup souffert. Ils se sont rendus compte que les associations nationales étaient peu en lien et peu fédérées pour aller à l'encontre de ce mouvement-là. Le manifeste a donc germé et les deux co-porteurs ont fait un gros travail pour aller vers toutes les associations françaises pour essayer d'insuffler quelque chose. De nombreuses associations ont signé le manifeste et de là sont nés ces états généraux qui vont nous permettre d'échanger, de faire le point sur notre mouvement, sur ce que chacun traverse et ça c'est génial. À la fois, on en attend énormément et en même temps, on veut profiter de la rencontre avec les autres associations.

**Christophe Roumestan :** Le manifeste, né à la veille de la dernière Manif pour tous, ne devait pas, ne pouvait pas en rester là. Ces états généraux sont la conséquence directe du manifeste qui, lui-même pose, un certain nombre de constats et de questions. C'est une première pierre qui est posée. Après, l'édifice reste à construire. On est très fiers que ce soit sur Avignon.

**Christine Nicolas :** Plus d'une centaine d'associations ont été signataires de ce manifeste et plus de la moitié seront représentées durant ces états généraux. Je co-porte ce projet avec Erwann Le Hô à titre de citoyenne. Ce que j'espère, c'est une prise de conscience et de l'énergie pour les combats à venir.

■ **Comment Avignon a-t-il été choisi pour accueillir ces premiers états généraux ?**

**C.R. :** C'est un territoire de combats politiques forts. C'était un défi de venir ici. Le FN était aux portes d'Avignon. Mais à Avignon, il y a aussi des gens qui résistent. Il y a une vraie conviction derrière, celle d'Olivier Py qui nous soutient et qui n'a pas fait que mettre à notre disposition la Fabrica, et celle de la mairie d'Avignon. L'idée qui a fait penser à Avignon c'est qu'il y a un pôle LGBT qui essaye de renaître, qui a la volonté de travailler avec d'autres associations et qui dépasse les structures pour faire avancer les choses. Au départ aussi de ces états généraux, il y a Jacques Fortin, figure historique du militantisme LGBT, avec les universités d'été euroméditerranéennes des homosexualités et le mouvement de libéra-

tion homosexuelle. C'est Jacques qui nous a fédérés autour de la candidature d'Avignon et le Pôle LGBT s'est porté volontaire pour accueillir ces états généraux.

■ **Quel sera le programme à la Fabrica ? Quels sont les enjeux de ces rencontres ?**

**C.R. :** Après une soirée d'ouverture et les mots du maire d'Avignon, Cécile Helle et d'Olivier Py, directeur du Festival d'Avignon, des ateliers vont se dérouler sur trois jours, avant une restitution le dimanche.

**C.N. :** La programmation a été réalisée après un appel lancé à l'ensemble des signataires du manifeste. Durant quatre mois, une dizaine de personnes, physiques ou morales, a travaillé sur le programme de ces états généraux. Par petits groupes, nous allons réfléchir autour de trois sessions : états des lieux, d'où partons-nous ? Puis, le contexte et enfin, les besoins, les enjeux et les valeurs (des LGBTI, NDLR). L'enjeu, c'est de permettre à tous les militants français de se rencontrer, d'échanger ensemble, de poser des bases. Forcément, certains thèmes très précis de la vie quotidienne vont ressortir : les marches des fiertés, la PMA (procréation médicalement assistée), filiation, intervention en milieu scolaire, lutte contre l'homophobie ou les LGBTphobies... On a très peu de moments où l'on peut se rencontrer et appréhender l'avenir. Les états généraux proposent cet espace.

**K.G. :** Le manifeste a aussi été signé par plus de 200 personnes à titre individuel qui ne se reconnaissent pas dans les associations et qui ne sont pas militantes.

■ **Dans quel contexte s'inscrivent ces états généraux ?**

**C.R. :** On est à un moment où il faut se poser des questions et où il faut recentrer. Beaucoup de choses font débat aujourd'hui et il faut éviter les divisions. Déjà, on parle ou de communauté ou d'un mouvement LGBT, ce que revendiquent les homosexuels, les bissexuels, les transidentitaires et ce n'est pas forcément la même chose. Là déjà, il y a une convergence des luttes.

**C.N. :** Effectivement, qui est le mouvement ? Qui est la communauté ? Comment est-ce qu'on avance ? Et sur quelle lutte on avance ? La définition fait partie de la problématique à poser lors des sessions.

■ **Il y a eu quelques avancées (le mariage pour tous, le don du sang ouvert aux personnes homosexuelles au printemps prochain mais sous certai-**

**nes conditions, la reconnaissance du sexe neutre...), mais quels sont les combats qui restent à mener ?**

**C.R. :** Il y a les combats politiques qui sont de deux natures : ce qu'il y a à revendiquer et ce que l'on ne doit pas pouvoir tolérer dans le paysage politique aussi.

**K.G. :** Il y a des problématiques diverses. Par exemple, quand deux femmes se marient, il y a toujours dans certaines mairies des livrets de famille époux-épouses. Par rapport aux textes qui sont lus, certaines mairies ne rectifient rien. L'élu arrive vingt minutes avant pour ne pas se tromper quand il va lire les prénoms et les noms. Rien n'est fait pour que ce soit un mariage comme un autre. Après, pour deux femmes qui se marient, il y a la question de celle qui va porter l'enfant et de celle qui va l'adopter... Si un couple hétéro devait faire ce genre de démarche... Et pourtant, c'est ce que vivent ces femmes.

**C.R. :** Sur le mariage certes, il y a eu un certain nombre de réponses, mais quand on voit que certains élus refusent de marier des personnes du même sexe, que l'information est à ce point relayée et que cela ne semble pas poser problème aux gens qui donnent ces infos ou qui les reprennent à leur sauce de manière politique, là ça pose un vrai problème. Il y a eu une fracture avec les Manifs pour tous. Je l'ai vraiment ressenti comme ça et mon engagement associatif est né à ce moment-là. Et je pense qu'on a été un certain nombre comme ça.

**K.G. :** Le mariage n'a pas gommé l'homophobie. Certaines personnes nous disent, "c'est bon vous avez eu le mariage". Mais c'est faux. Certaines personnes ont du mal à publier les bans. Cela renvoie à d'autres problématiques, à des demandes de dérogations auprès des préfetures pour pouvoir se marier ailleurs...

**C.N. :** De nouveaux militants se sont réveillés

au moment du Mariage pour tous et se sont dits que c'était inacceptable d'attendre. Ces états généraux, c'est aussi un temps de ressourcement pour savoir où est-ce qu'on va aller ensemble après.

**C.R. :** Concernant le don du sang, c'est complexe. Il y a certes des conditions posées par la ministre de la Santé (les personnes qui vont donner ne devront pas avoir de rapports sexuels dans l'année précédant le don, NDLR), mais en même temps, on n'a jamais été aussi loin. Cela mérite de prendre un peu de recul et de réfléchir à vers quoi cela va nous amener. C'est un premier pas, ça mérite le débat. Je ne suis pas spécialiste du don du sang.

**C.N. :** La communauté HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes) a une très forte prévalence à l'épidémie VIH et c'est vrai que tant qu'on n'aura pas en France l'ensemble des outils disponibles pour pouvoir lutter contre l'épidémie, on peut se poser la question... Il reste aussi des combats à mener pour les personnes trans qui étaient dans l'engagement numéro 31 de François Hollande. Elles ont totalement été oubliées, sans compter les intersexes qui, eux, ne sont jamais apparus nulle part en terme de législation. On porte vraiment les lettres LGBTI. Et d'autres lettres encore concernant les minorités sexuelles. La définition de soi peut comporter d'autres lettres. L'important dans ce logo c'est d'avoir la capacité de se définir parce que quand on n'appartient pas à la norme de la société, la norme hétérosexuée, comment on se définit puisqu'on n'est pas dans les clous de ce qu'il faut être. Donc qui on est au final ? Nous, on utilise LGBTI depuis les années 90, mais aujourd'hui, vu qu'il y a beaucoup de définitions de soi, on peut se poser la question de redéfinir ce logo ou pas. Cela fera partie du débat. Les communautés trans et inter pourront se définir.

Propos recueillis par Mélanie FERHALLAD

## L'association tunisienne Shams accueillie en mairie

En 2013, un palmarès réalisé par l'Idaho - une ONG à l'origine de la journée internationale contre l'homophobie - et mesurant "la contribution des municipalités à la lutte contre l'homophobie" avait classé Avignon au 43<sup>e</sup> rang sur 50 villes françaises des villes les moins engagées contre l'homophobie. Ce soir, ces mauvais résultats seront gommés avec l'accueil d'une délégation LGBT et de l'association tunisienne Shams (soleil en arabe) qui œuvre pacifiquement pour l'abolition des lois ségrégationnistes portant atteinte aux minorités sexuelles (article 230 du code pénal) et qui défend plus largement le droit de l'Homme à vivre dignement quelle que soit son orientation sexuelle ou sa différence. Un discours d'ouverture de ces états généraux sera prononcé par le maire Cécile Helle.